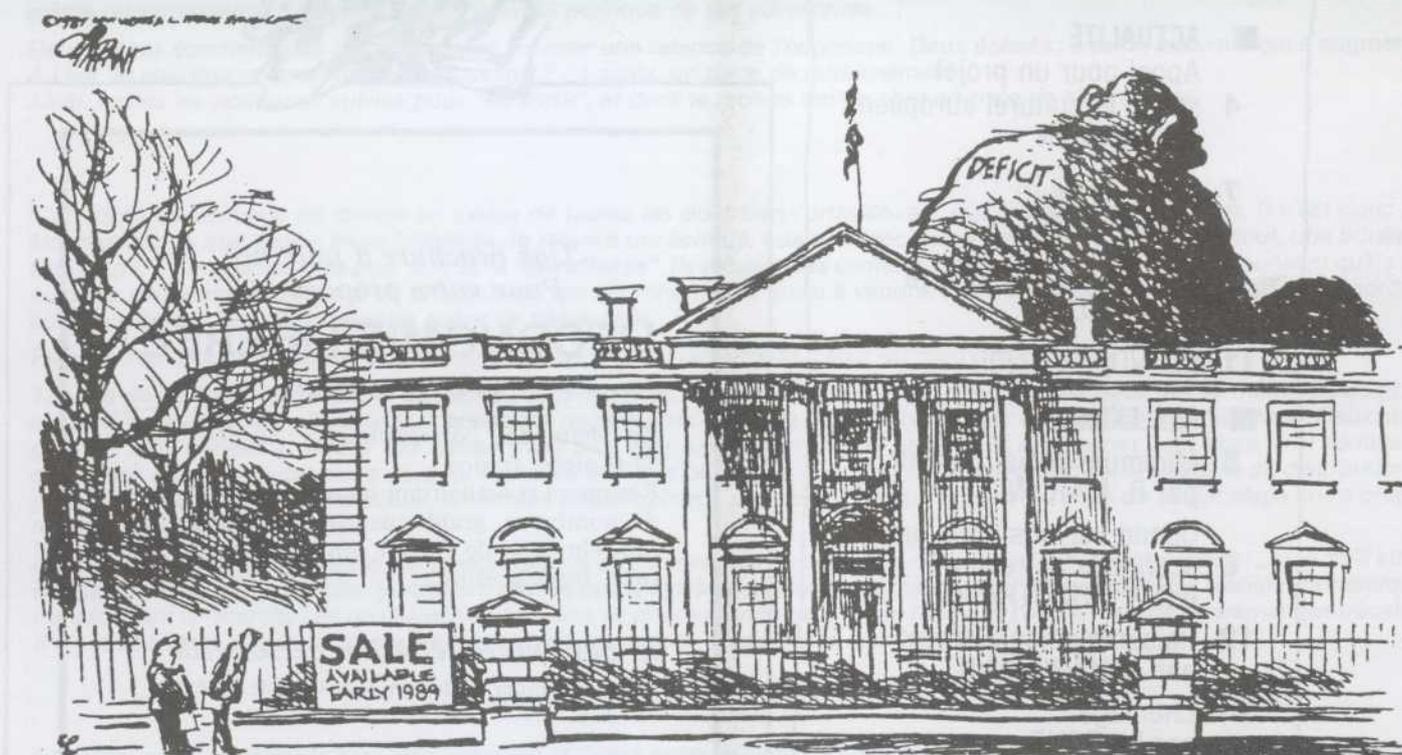


LA RELEVÉE

grande

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

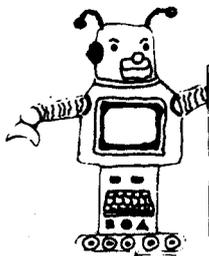


*Ce dessin, publié par "The Economist"
illustre l'article de F. Bergsten commenté page 8 :
derrière la Maison Blanche, à vendre, se cache un déficit géant...*

M 1669 - 870 - 10,00 F



3791669010000 08680



La Directrice propriétaire de la publication
M.-L. DUBOIN

Commission Paritaire : 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
284, bd Voltaire, 75011 Paris

SOMMAIRE

- **EDITORIAL**
- 3** Au tournant de l'histoire
par M.-L. DUBOIN
- **ACTUALITÉ**
- 4** Appel pour un projet
social et culturel européen
par J. ROBIN
- 7** Au fil de jours
par J-P MON
- 8** Apprivoiser le monstre
par P. VILA
- 11** LU, VU, ENTENDU
- **REFLEXIONS**
- 5** Minimum social garanti
par R. MARLIN
Quand verrons-nous une
économie de raison ?
par A. CHANTRAINE
- 6** Raisonnons calmement
par J. MARCHAND
- 12** Chômage
par PINOCHE
- **LECTURES**
- 9** Le déclin américain
- **RÉSUMÉ DE NOS THÈSES**
- 16** L'économie distributive

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France..... 80,00 FF
Soutien..... 120,00 FF
Etranger..... 105,00 FF
Règlements par chèques pos-
taux : au C.C.P. "La Grande
Relève", n° 13 402.39 M Paris.
Les règlements par mandat ou
chèque bancaire doivent être à
l'ordre de :

Nous acceptons toute somme
inférieure à ce tarif de la part
des lecteurs qui ne peuvent
faire plus. Ce journal ne sur-
vit que grâce à la souscription
permanente :

"POUR QUE VIVE
LA GRANDE RELEVÉ"

LA GRANDE RELEVÉ
BP 108, 78110 LE VESINET



*Une brochure à faire lire
Pour votre propagande*

L'ECONOMIE LIBEREE

par M.-L. DUBOIN

En vente par correspondance au journal,
22 F pièce, franco.

Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages,
de nombreux graphiques, et très faciles à
lire. Un outil de travail simple, court, effi-
cace, facile à utiliser.

Et pour votre réflexion personnelle :

à commander également à la Grande Relève

**LES AFFRANCHIS
DE L'AN 2000**
par M.-L. Duboin

*Se lit comme un roman et fait
comprendre les mécanismes de
l'économie actuelle et ceux d'une
économie alternative, l'économie
distributive expliquée dans les
détails.*

85 F franco

**KOU L'AHURI
LES YEUX
OUVERTS**

par Jacques Duboin
Deux rééditions récentes:
toujours d'actualité.

65 F chacune, franco

Allô ? Oui,
la Grande Relève
à l'appareil...



les mardi et jeudi
après-midi
16 (1) 30 71 58 04

Achetez vos livres et revues dans les
librairies vendant la Grande Relève :

- *La Libre Pensée*
10, rue des Fossés St-Jacques
75005 PARIS
- *Parallèles*
47, rue Saint-Honoré
75001 PARIS

PRESENTATION GRAPHIQUE : A.L. WITSCHGER

Au tournant de l'histoire

par Marie-Louise DUBOIN

L'époque que nous sommes en train de vivre est étrangement marquée, à peu près partout, par de grands tournants.

Aux Etats-Unis, c'est la fin d'une domination économique, industrielle surtout, qui durait depuis la Seconde Guerre Mondiale. L'échec de la politique économique de R. Reagan est flagrant. L'un de ses deux piliers reposait sur la doctrine de l'offre. Le résultat fut si désastreux que, brûlant aujourd'hui ce qu'on adorait hier, la pression fiscale a été augmentée de 100 milliards de dollars... L'autre pilier était la doctrine monétariste. Autre désastre. Le déficit commercial atteignait 160 milliards de dollars l'an dernier, le déficit budgétaire, 221 milliards de dollars. L'endettement des Etats-Unis (2.000 milliards de dollars) est le double de celui du tiers-monde (1) !

En France, F. Mitterrand pratiqua au début une politique opposée, se caractérisant par une relance par la demande. Même échec, même retournement... qui sembla inspiré par la politique de ses adversaires... !

Deux thèses économiques opposées pour susciter une relance de l'économie. Deux échecs : c'est la pauvreté qui a augmenté ! A l'Est, le socialisme serait remis en question ? Là aussi, on parle de retournement...

Ainsi, toutes les politiques suivies pour "en sortir", et dans le monde entier, sont en train de s'effondrer.

* *
*

C'est dans ce contexte de remise en cause de toutes les doctrines "orthodoxes" que l'Europe va se former. Il n'est donc pas étonnant, alors que toutes leurs tentatives de relance ont échoué, que nos "décideurs" veuillent y voir, avant tout, une bouée de sauvetage. L'Europe est ainsi pour eux celle "des affaires". Ils y voient des centaines de millions d'acheteurs. Ils oublient qu'il s'agit aussi de centaines de millions de producteurs qui cherchent, eux aussi à vendre. Faire communiquer des vases qui débordent, comme disait J. Duboin, n'apporte guère de débouchés...

Puisque tout bouge, puisque tout est en question, n'est-il pas urgent d'aller au fond des choses ?

Théorie de l'offre, théorie de la demande, deux théories opposées mais qui reposent toutes deux sur le même postulat qui aujourd'hui s'avère faux : l'échange. L'économie ne peut plus, à l'heure des robots, reposer entièrement sur l'échange. Ceux qui ne peuvent plus trouver à vendre leur travail n'ont plus rien à échanger contre ce dont ils ont besoin pour vivre. Or l'homme est désormais capable de produire de quoi satisfaire tous ces besoins vitaux. Ce qui ne suit pas, c'est le système de distribution du pouvoir d'achat. Le désordre actuel, la montée catastrophique de la pauvreté, est la manifestation de ce décalage entre progrès technique et évolution sociale.

Or tout, dans l'économie, passe par la monnaie. Le chaos monétaire actuel, que nous avons si souvent décrit ici parce qu'il atteint des proportions gigantesques, parce qu'il prouve que le système monétaire est totalement déconnecté des réalités économiques, transformant le "marché" en un monstrueux casino, ce chaos monétaire n'est au fond que l'expression de ce dramatique décalage. Il n'y a donc pas d'issue possible sans la remise en compte complète de nos habitudes monétaires.

* *
*

L'Europe, qui tente de se former ainsi entre Est et Ouest, entre deux blocs à bout de souffle, saura-t-elle se donner, dans les quatre ans et demie de réflexion qui lui restent, les bases nécessaires pour être autre chose que cette intenable fuite en avant des pays dits développés ?

Justement, c'est ce que tentent de faire des hommes et des femmes de bonne volonté qui ont entrepris de lutter pour que l'Europe ne soit pas celle "des géants de l'industrie", ni celle de la "piraterie des O.P.A." (3), mais que l'Acte Unique soit aussi un projet de civilisation, dans lequel l'épanouissement de l'être humain soit un objectif au moins aussi important que le développement des "marchés".

Les difficultés de pareille entreprise sont énormes, dans le contexte de tensions actuel. Oser vouloir faire passer le social et le culturel au même rang que la finance, dans un projet de cette ampleur, quelle gageure, à l'heure où parler seulement de l'aspect humain d'une entreprise économique est une incongruité, dans ce monde où compétitivité fait loi !

Pour que nous réussissions, car je suis sûre que tous nos lecteurs sont prêts à participer, avec enthousiasme, à cette entreprise, deux conditions me paraissent indispensables. D'abord il faut aller au fond des choses, avoir le courage de dénoncer le rôle de la monnaie dans le déséquilibre actuel, oser proposer, au moins dans ses grandes lignes, un projet d'une monnaie européenne capable d'assumer la distribution nécessaire de pouvoir d'achat et d'une monnaie internationale, basée sur la réalité, et en mesure de mettre le monde à l'abri non seulement des aléas du dollar américain mais aussi de toute spéculation. La seconde condition est de faire la preuve d'un énorme consensus, à travers toute l'Europe. Ceci implique, de notre part en particulier, un très gros effort de diffusion (4) et pour tous un sincère rejet de toute autorisation "policarde". Il faut que notre projet entraîne un mouvement d'opinion dont on sente qu'il exprime un besoin profond, une aspiration qui va bien au-delà de toute inféodation à quelque parti politique que ce soit.

(1) Voir à ce sujet le travail de Bellon et Niosi, analysé en rubrique "lectures".

(2) Même "The Economist" constate cet échec. Lire à ce propos la traduction partielle et le commentaire de P. Vila d'un article de F. Bergsten.

(3) Lire ci-dessous la présentation magistrale qu'en a faite Jacques Robin.

(4) Nous devrions pouvoir y associer la plupart des membres de l'association européenne "Basic Income European Network" dont la Grande Relève a publié de nombreuses traductions et qui doit se réunir pour son second colloque en septembre prochain à Anvers.

APPEL POUR UN PROJET SOCIAL ET CULTUREL EUROPÉEN par J. ROBIN

L'association "Des idées pour l'Europe" (1) a lancé un "appel pour un projet social et culturel européen" dont J. Robin a rédigé l'avant-propos que nous reproduisons ci-dessous.

Répondant à cet appel, nous étions plus de trente personnes à la réunion organisée le 15 juin dernier, à Futuribles International, représentant une vingtaine d'associations. Les thèmes principaux du projet y ont été définis. Il reste à les développer dans les trois mois qui viennent. Doivent participer à cette rédaction : J. Chevalier, J.P. Faye, A. Jacquart, E. Morin (culture) ; J.P. Faye, A. Macchioti, J. Vidal-Beneyto (enseignement, universités, langues) ; G. Aznar, B. Delhoméie, M.L. Duboin, H. de Jouvenel, R. Passet, F. Flassard (économie, production, répartition des richesses, partage du travail) ; G. Beney et A. Bertrand (écologie) ; Mme Delmas-Marty et E. Pisani (développement - démocratie) ; B. Barthalay (monnaie) ; B. Barthalay et Noël (défense) ; M. Fargeon (logement) ; A. Wittenberg (transports), etc... Après synthèse par les initiateurs de ce projet (J. Robin, G. Aznar, B. Barthalay), J. Delaunay, H. de Jouvenel, P. Laurette et R. Passet), il devrait être remis au milieu de l'an prochain à J. Delors, pour dépôt au Parlement Européen.

Une étape décisive de la construction européenne est prévue pour le 1^{er} janvier 1993, autrement dit pour demain : par l'"Acte Unique", douze Etats membres de la Communauté Economique Européenne ont créé les bases d'un grand marché économique, industriel et financier, ouvert à cette date à la libre circulation des hommes, des ressources et des marchandises. Dans le système industriel et marchand, cette réalisation peut certes offrir aux Européens une plate-forme efficace pour mieux mener la guerre technologique, économique et financière aux autres Grands de ce monde. Car ce dont il est question dans les discours des décideurs, c'est toujours de l'Europe des géants de l'industrie, de l'agriculture, de la banque, et de la piraterie des OPA.

On entend une commission d'experts de la Communauté déclarer avec sérieux qu'après 1995, ce Grand Marché enrichirait la Communauté de quelque 1 400 milliards de francs et permettrait la création de deux à cinq millions d'emploi (2).

Comment peut-on s'aveugler à ce point ? Ne chicanons pas. Admettons que soient surmontés les obstacles qui s'opposent à l'harmonisation fiscale, à la progression de l'Ecu à la fois comme monnaie d'échange et de réserve, à la création d'un réseau concerté des Banques Centrales. Supposons que cette Communauté parle d'une même voix en matière de défense et de diplomatie. Concédons aussi que la Communauté ait pu repousser - au besoin par des mesures protectionnistes plus ou moins sélectives et transitoires - l'inféodation d'un trop grand nombre d'entreprises européennes aux géants des Etats-Unis et du Japon, alléchés par 320 millions de consommateurs de bon niveau. Supposons donc que la Communauté Européenne soit devenue en 1993 un ensemble technologiquement fort, financièrement indépendant, capable de faciliter une croissance modérée en PNB traditionnel. Eh bien, rien n'aura changé dans la progression de la Crise économique et sociale du système. L'utilisation à meilleure concentration des technologies informationnelles aura multiplié le nombre des exclus du travail : c'est cinq à dix millions de sans emplois de plus qu'il faudra sans doute comptabiliser après 1995. La société européenne sera encore plus qu'à présent, une société à deux ou trois vitesses, même si un revenu de "minimum vital" permet la survie des plus démunis.

Les responsables politiques se gargarisent du "Grand Marché Européen" - en particu-

lier en France, pourtant la plus mal placée avec son outil industriel sous performant et ses mentalités conservatrices - car ils espèrent gagner quelques années pour masquer leur incapacité à s'engager dans la transformation qui s'impose, en France comme ailleurs (3). Ils n'auront fait que reporter leur impuissance face au chômage et à la société duale à plus loin et plus tard : jusqu'à ce que le désastre éclate dans toute son ampleur.

Comme tous les grands problèmes de société, celui-ci est complexe : il va sans dire en effet que la construction de l'Europe est indispensable pour la survie d'un continent aujourd'hui balkanisé mais elle ne sera réussie qu'en l'engageant en même temps dans les transformations qu'appelle une ère nouvelle de l'humanité.

Le grand marché demande à s'équilibrer d'un espace social, d'une volonté politique et culturelle affirmée. Alors, loin de servir d'alibi, il sera le terrain le plus propice pour bâtir une économie, nourrie à la fois par le développement contrôlé des technologies nouvelles et par une distribution progressive des richesses ainsi créées.

Un espace social élargi : "Les politiques n'ont pas encore compris que, si elle reste sans dimension sociale, l'Europe de 1993 ne correspondra pas à l'espoir des populations" (4).

Nous sommes amenés à nous interroger sur "un modèle européen de développement social" (5), et à réfléchir à des propositions centrales : les conditions nouvelles du travail et de son partage, les modalités d'une distribution des richesses, le développement local, le couplage des travaux productifs et d'utilité sociale, l'équilibre d'une protection sociale efficace pour tous. Voilà les problèmes à prendre à bras-le-corps au niveau de la Communauté, non pas pour exposer des gadgets sociaux dans la vitrine du "Grand Marché", mais pour en faire la pierre angulaire de la construction européenne.

Volonté politique et culturelle affirmée :

"L'Europe a deux vocations fondatrices : politique et culturelle" (6). A ce niveau, ce ne sont pas non plus quelques célébrations culturelles qui suffisent à affirmer la volonté politique de construire l'Europe. Le mécénat culturel, un soutien collectif à la créativité individuelle et des médias, une harmonisation des conditions de vie des citoyens sont certes indispensables mais insuffisants. Ce n'est pas d'une politique de

la culture qu'il s'agit, mais de mettre en culture la politique. Les grandes lignes en sont claires : une démocratie remise à neuf, des instances éthiques à la mesure de notre temps.

Tous les trésors de l'imaginaire social ne seront pas de trop pour que l'éducation, la recherche, le droit, soient orientés en ce sens. D'autant plus que dans le même temps, nous aurons à trouver de nouveaux rapports avec la nature : le continent le plus pollué du globe devra créer son écoculture.

C'est, croyons-nous, au niveau des régions de l'Europe que les problèmes de la construction européenne pourraient être le plus efficacement saisis. C'est là que le développement local peut le mieux fructifier, la lutte s'engager sur le champ contre la pauvreté, la formation professionnelle s'adapter à l'emploi qu'il soit productif ou d'utilité sociale, la coopération se nouer entre les pouvoirs publics, l'université et l'industrie. C'est là aussi que des banques spécialisées peuvent favoriser les projets écologiques, que de nouvelles perspectives peuvent être tracées pour le logement et le transport. Enfin, c'est au niveau des régions que les droits de l'homme peuvent être développés dans un monde en pleine évolution, que les formes modernes d'aliénation et d'exclusion peuvent être combattues, que des universités axées sur la recherche et l'innovation peuvent dégager de nouvelles ressources culturelles pour la civilisation planétaire à venir.

Alors, oui, une "communauté de destin" mûrira pour les peuples et les régions de l'Europe, par-dessus les Etats-Nations dont le rôle historique est à présent terminé.

Tel est l'enjeu des années 1990 pour les citoyens européens quels que soient leur rang social et leur appartenance nationale. Quel objectif pour les mouvements associatifs : créer le réseau des réseaux pour "cultiver l'Europe" !

(1) Président : G. Aznar, Vice-Président : H. de Jouvenel.

(2) En 1977, leurs collègues de l'OCDE qualifiaient la crise de "conjoncturelle"...

(3) D'une façon générale, l'opinion française est à la fois celle qui, d'après les sondages, paraît la mieux disposée à la création de l'Europe et qui en fait y est la plus mal préparée. Il faudra bien qu'elle choisisse entre les exigences de celle-ci et le mythe de "l'hexagone", du "sanctuaire" et de la "force de frappe". Mais c'est déjà un progrès que le problème soit posé.

(4) Interview d'Edmond Maire dans *Libération*, mars 1988.

(5) François Mitterrand, intervention à la Fédération Nationale de la Mutualité Française, 10 juin 1988.

(6) Edgar Morin — *Penser l'Europe* — Paris : Fayard, 1987.

MINIMUM SOCIAL GARANTI POUR L'EUROPE

par René MARLIN

Au moment où le revenu minimum s'impose jusque dans les milieux gouvernementaux, il n'est pas inutile de préciser notre avis sur les controverses en cours.

Dignité du travail

Tout d'abord sur la nécessité du travail salarié qui serait seul en mesure d'assurer la dignité de la personne humaine. Il s'agit là, à n'en pas douter, d'un préjugé tenace dont l'être humain a le plus grand mal à se débarrasser. Ce qui donne au travail son lustre, c'est surtout le revenu que la personne en tire. Si le père de famille procure aux siens les moyens de vivre, peu importe à ceux-ci d'où vient l'argent. La sagesse populaire n'avait-elle point coutume de prétendre qu'il n'y a pas de sots métiers mais seulement de sottes gens. C'est peut-être ce qui a fait dire récemment à M. Séguin (1), ex-ministre des Affaires Sociales, qu'il regrette la suppression des poinçonneurs de métro... dont personne au gouvernement (2) ne comprend la disparition... C'est dire le niveau intellectuel de nos anciens ministres... Proposons donc à ces Messieurs de recréer, spécialement pour eux, quelques postes de poinçonneurs et de les y affecter. Nous ne sommes pas méchants. Seulement pour un an ou deux. Simplement pour qu'ils se fassent une idée de l'intérêt intellectuel et moral de ce métier.

M. Séguin nous avait habitués à mieux lorsqu'il avait admis qu'une grande partie du chômage est structurelle et inhérente au mode de production...

Revenu d'insertion

On se demande d'ailleurs si nos nouveaux ministres sont plus intelligents que les précédents lorsqu'ils envisagent d'adopter la formule d'un Revenu minimum "d'insertion". Ce qui, d'après eux, signifierait que les bénéficiaires recherchent de nouvelles sources d'emplois avec la persévérance qui s'impose et que leur chômage est très provisoire. Sans parler de ceux qui chargent les muni-

cipalités de leur trouver de l'occupation. Si des "gisements d'emplois" existaient, cela se saurait. Nous souhaitons à nos édiles "bien du courage"...

Que l'on ne nous soupçonne toutefois pas d'ignorer, à cause de notre naïveté bien connue, qu'un certain nombre de tricheurs se glissent parmi les vrais demandeurs d'emplois. Ils sont peut-être même plus nombreux qu'on ne le croit. Comment reprocher aux déshérités de profiter des tares de la société ? Que l'on ne nous accuse pas, non plus, d'accepter avec délectation le chômage des autres. Personne plus que nous ne comprend les affres des vrais chômeurs et ne réprovoie la conduite de ceux qui leur promettent des emplois illusoire. C'est même principalement pour cela que nous soutenons la thèse de l'économie distributive.

Les travaux difficiles

La dignité du travail de poinçonneur de métro n'est pas évidente. L'est-elle plus que celle de l'éboueur, du mineur de fond, du peintre à la chaîne et du manieur de marteau-piqueur ? Il faut bien que tous ces travaux soient faits. Oui en attendant leur entière automatisation. De là à les idéaliser...

En fait, le travailleur a surtout besoin de se sentir utile à la société. Comment serait-il rassuré si celle-ci le rejette ? Il y a bien contradiction entre cette aspiration et la règle d'or de la concurrence capitaliste qui veut que toute main-d'œuvre excédentaire soit éliminée. Nos contempteurs de la liberté libérale n'ont toujours pas trouvé la solution...

Bien que de bonne volonté, les hommes politiques prêts à instaurer le revenu minimum n'ont pas compris qu'il ne s'agit pas d'une aumône mais d'un nouveau droit de l'homme, contrepartie individuelle du patrimoine scientifique appartenant à tous.

Le fédéralisme intégral

Cet article n'ayant pas pour objet

d'informer le lecteur sur le foisonnement d'études relatives au revenu garanti parues dans les derniers mois, revenons-en à l'opuscule d'Alexandre Marc qui fait notre titre. Comme on le sait, l'auteur est, depuis avant la guerre, le meilleur expert du fédéralisme en France et le pionnier du fédéralisme intégral. Cette doctrine couvre l'ensemble de l'organisation de la société en ce sens qu'elle ajoute des thèses économiques au fédéralisme classique. Ce dernier suppose une structure sociale où la décision se manifeste : depuis la cellule familiale jusqu'au monde entier en passant par tous les échelons intermédiaires. Alexandre Marc et les siens prévoient aussi un système économique à double entrée où, à l'économie de marché, se superpose une économie sociale. Le tout est sous la dépendance d'une planification bizonale. La zone A et la zone B coexistent ainsi dans l'agriculture, le commerce et l'industrie. Deux monnaies, correspondant aux deux zones, règlent les échanges. La description complète du fédéralisme intégral sortirait du cadre de cette chronique. Après avoir donné cette idée sommaire du système, il nous suffira d'ajouter que, selon celui-ci, un revenu minimum attribué à tous permettrait de briser la dépendance du salarié envers son patron.

Le Revenu européen

A l'approche de 1992 qui fait l'objet de tant de conversations et de théories, Alexandre Marc se devait de rappeler que le fédéralisme intégral a une composante européenne essentielle. Il étend donc sa proposition de minimum social garanti à l'Europe. C'est effectivement une donnée dont nos gouvernants devront se soucier. Puisque, pour eux, l'Europe ne sera qu'un cadre plus vaste où les intérêts nationaux ou supposés tels, devront rester en lutte ouverte, il conviendra de prévoir des règles acceptables de concurrence. L'harmonisation du revenu minimum aura à s'ajouter à l'harmonisation fiscale, boursière, bancaire, monétaire, universitaire, commerciale, etc...

QUAND VERRONS-NOUS UNE ÉCONOMIE DE RAISON ?

par Albert CHANTRAINE

Pour le penseur, il est bien triste de voir un pays s'enfoncer dans l'irresponsabilité et dans le désastre.

Il est pénible de constater le laisser-aller dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il est bien triste de savoir que tout pourrait être fait pour procurer aux hommes une vie saine, mais que rien de valable ne sera fait.

Nous vivons dans la confusion générale de la production-répartition-consommation. Notre système économique est complètement dérégulé, vieillot et inadapté à notre époque de la technique pous-

sée à outrance. Nous vivons dans un système qui empêche le développement de la saine pensée.

Notre civilisation avilie ne peut plus résoudre les problèmes essentiels que sont les pollutions, les encombrements et les lenteurs administratives.

Les administrations telles que nous les connaissons sont des freins à l'expansion de la Pensée Réfléchie et au développement d'une saine économie.

Par exemple, les innombrables impôts et les tracasseries qui en résultent sont, à mes yeux, une véri-

table insulte à l'intelligence humaine.

Nous vivons dans le gaspillage le plus éhonté : gaspillage de matières premières, gaspillage de denrées alimentaires, gaspillage d'énergie humaine afin de continuer à fabriquer des objets futiles et médiocres servant à grossir les profits.

Notre sang est chargé de tous les poisons répandus dans les aliments et dans l'environnement. Notre cerveau enregistre plus d'informations accessoires qu'essentielles.

Nous respirons à longueur de journée les gaz toxiques que nous gratifient toutes les usines qui s'acharnent à fabriquer des objets inutiles. Et nous serons bientôt obligés de respirer les déchets gazeux radioactifs de centaines de centrales nucléaires.

S'il fallait poursuivre l'énumération des erreurs et des nuisances causées par le mental humain, on n'en finirait pas ! Nous ne pourrions jamais venir à bout de l'inflation et du chômage, pour ne parler que de ces deux problèmes.

Je ne vois pas comment nous pourrions changer les structures existantes qui sont les résultats des sécrétions de notre système économique qui maintient l'homme dans l'irresponsabilité, dans la pauvreté ou dans l'esclavage doré. Est-il possible que les hommes puissent se complaire dans pareille absurdité, pareille désorganisation ?

Notre système économique devrait faire place à une économie de raison basée sur une monnaie non spéculative, non thésaurisable. La monnaie devrait devenir un instrument d'équilibre entre la production et la consommation et non une vulgaire marchandise avec laquelle s'amusaient les faiseurs d'inflation. La solution se trouve donc dans le changement de notre système monétaire, lequel à présent complique à plaisir la vie des hommes.

Dès lors, il ne s'agit plus de construire sans discernement des voitures et des objets inutiles. Il s'agit tout simplement de construire des hommes et d'ériger une économie de raison. Les hommes pourront-ils enfin enlever les œillères qu'ils conservent depuis si longtemps ; pourront-ils faire preuve de pensée réfléchie ?

fin de la page précédente

Ce n'est pas la préoccupation principale d'Alexandre Marc qui se réclame du personnalisme d'Emmanuel Mounier et aussi de Charles Péguy.

Fédéralisme Intégral et économie distributive

Comme on l'a vu, le fédéralisme intégral peut paraître séduisant quoique complexe. Les "distributistes" ne le rejetteraient certainement pas a priori. Alors pourquoi l'auteur se permet-il cette appréciation relative à Yoland Bresson et Philippe Guihaume en même temps qu'à Jacques Duboin :

"... Il est essentiel d'éliminer, sans plus tarder, les tentations diverses : condamnation du bénéfice, rejet de l'argent", prise au tas chère aux abondancistes, bons de consommation et autres chimères. Certes ces utopies fascinent encore beaucoup d'esprits, même parmi les plus proches de nous. Je n'en veux pour preuve que l'exemple fourni par Yoland Bresson et Philippe Guihaume qui rendent un hommage enthousiaste à Jacques Duboin "prophète" de l'Abondance - avec une majuscule - même si le concept de l'abondance n'était intrinsèquement contradictoire, comme s'il pouvait être détaché de toute corrélation avec une partie nécessairement limitée de l'économie pour être élevé au rang de l'Absolu ! Ayant tenté moi-même, à l'origine, de me rapprocher des abondancistes... et de collaborer personnellement avec Jacques Duboin, j'ai eu vite fait de me rendre compte que ses tendances utopiques le conduisaient vers des conclusions aberrantes, à la limite

stériles, inhumaines voire subrepticement totalitaires..."

Nous avons tenu à citer ce passage in-extenso. Il serait trop facile de montrer que l'auteur ne connaît nos thèses que très superficiellement : nous ne condamnons pas le bénéfice nous constatons le rétrécissement du profit lorsque la rareté disparaît. L'abondance n'est pas pour nous un absolu, mais l'inverse de la pénurie. Nous ne rejetons pas l'argent, nous sommes pour une monnaie de consommation. Nous ne préconisons nullement la prise au tas. Quant aux tendances de Jacques Duboin, elles ne sont pas plus utopiques que celles d'Alexandre Marc, lesquelles sont par contre inutilement compliquées et exagérément ambitieuses pour être réalistes.

Ne nous laissons pas aller à une polémique qui serait tout à fait inutile et dépassée. Convions plutôt les proches d'Alexandre Marc à une étude comparative de nos idées et à la recherche d'un accord possible sur certains points. En particulier, la proposition d'une économie bizonale pourrait peut-être constituer une étape vers le socialisme distributif, de même d'ailleurs que le participat de MM. Bresson et Guihaume. Remercions aussi ces derniers économistes d'avoir salué les mérites de notre fondateur, la clarté, la lucidité et la nouveauté de sa pensée.

Voilà pour la stérilité, l'inhumanité et le totalitarisme des successeurs de Jacques Duboin !

(1) L'Express - 5 au 11 février 1988 "Osons dire la vérité sur l'emploi".

(2) Celui de Jacques Chirac.



Bon an, mal an, la production des richesses continue sa progression à un rythme ralenti par rapport à ce qu'il pourrait être si l'on mettait en œuvre les moyens technologiques et scientifiques dont nous disposons.

Il faut croire que l'augmentation généralisée de la richesse n'arrange pas tout le monde et que certains, peu nombreux mais puissants ont intérêt à ce que la rareté continue à régner pour le plus grand nombre.

Dans son article intitulé "Ces inégalités qui sapent la démocratie" (Le Monde Diplomatique de Juillet 1988), C. de Brie nous explique que "loin de se réduire, les formidables inégalités qui structurent les sociétés et façonnent les rapports entre les États et les peuples s'accroissent inexorablement. L'écart se creuse entre riches et pauvres dans les pays développés, entre ceux-ci et le reste de l'humanité. Région privilégiée du monde, l'Europe prospère de la Communauté compte aujourd'hui 44 millions de pauvres, chacun disposant de moins de la moitié du revenu individuel moyen de son pays; on en recensait 30 millions en 1976. Y figurent en grand nombre: personnes âgées, vivant souvent dans la solitude et la misère, mère de famille célibataires (elles sont près de 4 millions), population immigrée. La moitié des 16 millions de chômeurs sont sans travail depuis plus de deux ans et la majeure partie d'entre eux ne touchent plus d'allocations. **Un jeune européen de moins de vingt cinq ans sur quatre est privé d'emploi, donc de revenu. La plupart n'en ont jamais eu**".

A l'autre extrémité, 20% de la population disposent d'environ la moitié des revenus et des patrimoines et 10% s'en attribuent plus du tiers. Au cours des dix dernières années, dans de nombreux pays d'Europe comme

aux États-Unis, les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres".

Il n'est donc pas étonnant que devant de telles inégalités certains pays aient mis en place des systèmes de revenu minimum garanti pour les plus défavorisés de leurs citoyens. A la suite du Colloque qui s'est tenu en Septembre 1986 à Louvain-la-Neuve, la Grande-Relève a, dans sa rubrique "BIEN", présenté les divers systèmes existants dans la plupart des pays de la Communauté Européenne. De telles allocations existent aussi au Canada, aux États-Unis (mais bien réduites depuis l'arrivée de Reagan à la Présidence), en Australie, en Nouvelle-Zélande, ... Mais, nulle part n'existe encore de véritable système universel inconditionnel de revenu minimum. Nulle part non plus, cela ne marche très bien en ce sens que les résultats obtenus ne sont jamais à la hauteur de ceux qui étaient recherchés, et cela n'est guère étonnant puisque les causes qui ont entraîné la mise au point de ces programmes existent toujours et ne sont pas près de disparaître, la principale d'entre elles étant le chômage.

Partout se pose le problème du financement de ces allocations.

En France, il n'y avait jusqu'ici rien d'équivalent. Depuis le retour au pouvoir des socialistes, le projet d'institution d'un revenu minimum d'insertion est devenu une priorité du gouvernement. Mais beaucoup de questions restent encore sans réponse: comment et par qui sera attribué le revenu minimum d'insertion sociale? Qu'entend-on par "insertion"? Selon les rares connaisseurs du problème "ce serait un erreur que de croire tous les "nouveaux pauvres" capables de se rendre utiles, même à des postes modestes. Il faut d'abord s'occuper de leurs handicaps les plus flagrants. Certains sont sans domicile fixe, n'ont plus de papiers d'identité, ont besoin d'un bilan de santé, doivent se soigner ou subir une cure de désintoxication. Le premier acte d'insertion, cela peut être d'apprendre à se laver, mais aussi à se lever ou à être à l'heure. Quelquefois, il s'agira de les suivre pour éviter que l'attribution d'un revenu ne provoque des perturbations, y compris psychologiques". A côté de ça, il faut aussi se méfier des réflexes d'intolérance de certains à l'égard de "gens payés à ne rien faire", car, vestige d'une époque de pénurie où tout était rare, le mythe

du travail nécessaire pour vivre existe toujours.

Heureusement, quelques voix commencent à s'élever pour proclamer qu'il existe d'autres valeurs que le travail tel que certains veulent continuer à nous le faire concevoir. C'est ainsi que dans "La frontière invisible. Du mythe français à la renaissance de l'Europe", Roland Clément qui est libraire mais aussi conseiller municipal, donc "homme de terrain", nous explique comment peut s'esquisser "un épanouissement non utilitaire des peuples": "La culture, c'est le travail substitué. La culture, c'est le temps sauvé. En méconnaître la priorité absolue, c'est ouvrir largement tous les abîmes."... "Le laisser-faire ne permettra pas de tendre vers ce but. L'homme doit prendre en main son destin, le planifier; il doit discréditer l'argent en tant que substitut du religieux et valeur mythique, base de la productivité, de la compétitivité, mots magiques à l'abri desquels se perpétuent les crimes contre la vie".

Après tout, c'est sans doute dans les activités culturelles qu'il faut créer, provisoirement, ces fameux "nouveaux" emplois que l'on cherche, en vain, dans le secteur tertiaire. Mais évidemment ce ne sont pas des emplois rentables, au sens capitaliste du terme...

Quoi qu'il en soit, et bien que, pour notre part, nous ne puissions considérer le revenu minimum que comme un pis-aller, nous devons nous réjouir de son instauration en France. C'est encore une étape supplémentaire franchie vers l'économie distributive. Songez qu'il y a dix ans, quand nous parlions de distribuer des revenus sans échange de travail, on nous riait au nez en nous traitant d'utopistes.

En ce qui concerne les difficultés que semble soulever la mise en œuvre du revenu minimum d'insertion, nous avons des propositions simplificatrices à faire: c'est de l'attribuer tout bonnement à tout le monde sans conditions restrictives (cela évitera la paperasse, les enquêtes pour connaître les bénéficiaires, les contrôles, etc...).

Dans un premier temps on rattraperait par l'impôt ce que les possesseurs de gros revenus auraient ainsi acquis en plus.

Jean-Pierre MON

APPRIVOISER LE MONSTRE

par Paul VILA

Ce titre d'un article signé par M. Fred BERGSTEN dans "The Economist" du 7 Juillet 1988 est surmonté d'un dessin que nous reproduisons en couverture : il représente la Maison Blanche avec l'écriteau "A Vendre".

Enfin la vérité du credo capitaliste américain ?

Fred BERGSTEN, directeur de l'Institut d'Économie Internationale de Washington et ex-expert de gouvernements républicain et démocrate, précise les risques et les remèdes obligés de la dette financière américaine.

Il fait un bilan chiffré du chateau de cartes d'expédients autorisé depuis 1985 par l'équipe REAGAN pour masquer le déficit ; dans une course à l'abîme (profitable aux seuls spéculateurs informés) le "monstre" est devenu terrifiant pour les apprentis-sorciers, et voici venir les pertes pour tout le monde.

" - Au début de 1968 la crise de l'or s'était soldée par une surtaxe sur les revenus, payant pour la guerre du VietNam et la "Grande Société" de JOHNSON.

- Fin 1978, la chute libre du dollar avait conduit le gouvernement à durcir sa politique fiscale, et la Banque Fédérale de Réserve à augmenter les taux d'intérêts pour ramener le taux d'inflation au dessous de 10 %.

- Aujourd'hui les déficits jumeaux de la balance commerciale et du budget sont payés par des emprunts mensuels de 10 à 15 milliards de dollars sur le reste du monde. Alors deux questions s'imposent au monde économique et financier :

1°) Les autorités financières parviendront-elles à temporiser jusqu'à la fin de l'année 1988 ?

2°) Les Etats-Unis attaqueront-ils leur déficit dès Janvier 1989 ?

Car il faudrait une crise majeure pour que l'équipe sortante s'y risquer avant l'élection de Novembre prochain.

BILAN

Au rythme actuel de l'excellent redressement économique américain, l'équilibre de la balance commerciale en volume serait établi vers 1990. Mais en valeur, aucun scénario ne permet de l'abaisser au-dessous de 100 milliards de dollars, car le prix des importations, gonflé par la baisse du dollar, et la hausse sur les services de la dette vont accroître le coût relatif des importations.

AJUSTEMENTS OBLIGÉS

Le déficit de la balance des comptes courants se maintient à 150 millions de dollars ; les coûts du service de la dette, 50 milliards. Il faut donc un surplus de 200 milliards pour

redresser la balance. En valeur réelle, il faut améliorer le commerce extérieur de 250 milliards soit plus de 6 % du revenu national brut. Il serait possible d'y parvenir en cinq années, en consacrant 1 \$ du produit annuel (qui augmente de 2,5 à 3 % par an) au redressement commercial ; ce qui veut dire économiser 1 % sur la croissance, au lieu de surdépenser 1 % comme l'ont fait les États-Unis depuis au moins cinq ans.

Au plan international, il faudrait que les pays bénéficiaires du déficit acceptent de diminuer leurs ventes aux États-Unis, le Japon de 100 milliards, la RFA de 70 milliards, et les nouveaux exportateurs comme Taïwan de 30 milliards de dollars.

A l'intérieur, les consommateurs devront persévérer dans leur baisse du train de vie ; la plus sûre technique serait de rogner le déficit du budget fédéral d'au moins 30 à 40 millions de dollars.

Mais, si les pays prêteurs n'augmentaient pas leur consommation intérieure et si le taux de change du dollar tombe au-dessous de 10 %, le plein emploi actuel relancerait l'inflation et la hausse du taux d'intérêt, et des conséquences encore plus pénibles seraient inévitables : c'est ce que les techniciens appellent le "hard landing", ou "l'atterrissage en chute libre".

A partir de telles conditions, les scénarios sont multiples, et chacun peut s'y risquer. J'essaie ici d'évoquer l'idéal, et de discuter celui qui me paraît le plus probable et qu'il faudrait anticiper pour y préparer des voies de recours.

L'Idéal

La fin-de-crise, ce serait que cette chute ne soit fatale qu'au seul vrai responsable du déficit, qui est le monopole du crédit financier. Ce pouvoir de la création et de la gestion bancaires, co-opté discrètement entre quelques "agents" internationaux, reste exploité à leur profit de façon désastreuse pour l'économie réelle ; au lieu de la servir en maximisant les productions à investissement humain définies par la recherche et la statistique économique, nos maîtres spéculent de plus en plus sur la valeur immédiatement vénale du crédit financier qu'ils nous imposent, au terme du plus grand abus de confiance (et du chantage exercé sur nos gouvernants) que l'histoire ait connu. Que la guerre nucléaire soit leur limite ! C'est la nation la plus riche et la mieux apte au développement qui "doit", dans un tel système, secréter la plus forte dette. La relance du plein emploi aux Etats-Unis aura coûté 250 milliards de dollars visibles. Si le "hard landing" avait lieu avant Novembre prochain, pour combien l'actuel gouvernement des Amériques serait-il mis aux enchères. Souhaitons que le dessin en-tête de l'article de Fred BERGSTEN ne soit qu'une menace

rétrospective sans réalité. A l'évidence, Ronald REAGAN, manœuvré, n'était responsable qu'au premier degré ; son équipe a tout de même restauré le moral collectif et maintenu la force d'inrover dans le pays, qui a exorcisé les obsessions mentales de l'Amérique "forteresse contre les rouges, ...jaunes", et semble lui rendre conscience plus claire des réformes nécessaires dans la politique latino-américaine. Si on écarte le désastre, que pourrait-il se passer fin Novembre 1988, à 13 mois du lundi noir ?

Le peuple américain mériterait qu'on soit clair sur les réalités en amont du discours de BERGSTEN, un bilan de guerre mondiale pratiquement perdue.

L'idéal, ce serait que les êtres pensants à la tête des deux grands partis se concertent secrètement pour préparer une investiture d'un nouveau style. Il faudrait un gouvernement d'union sacrée, avec un groupe d'hommes sûrs aux postes-clés, du FBI à la Federal Reserve Bank ; des mesures de préparation tactique pour empêcher les maîtres du monopole de saper la réforme constitutionnelle : la mobilisation nationale immédiate des instituts d'évaluation, d'émission et d'investissement américains, et des dix plus grosses directions bancaires, sous contrôle permanent par les commissions des finances du Sénat et de la Chambre des Représentants, aux termes d'un Amendement clair et bref à la Constitution des Etats-Unis ; l'ouverture d'un débat public sur la réalisation stable de la réforme. La majorité des actuels cerveaux de presse et d'affaires ne tarderait pas à se rallier à un système ainsi assaini.

Alors l'Europe pourrait voir venir en 1992 avec des chances de se fédérer librement, et de restituer à ses régions l'autonomie de gestion. Pour la France cette décentralisation réelle libèrerait le dynamisme et les ressources des régions, et permettrait l'entrée dans la Pax Europæana qui ne s'est amorcée aujourd'hui que dans les groupes de chercheurs et d'artistes.

La grande rigueur probable

Ce que suggèrent au contraire tous les "experts" est une toute autre morale.

Les successeurs de REAGAN sont voués à la faillite s'ils n'imposent pas dès 1989 une méga-rigueur au peuple américain, dont les européens subiront l'amer contre-coup. Le chantage à la finance n'est pas une simple manœuvre électorale anti-républicaine, il pèse effectivement sur toutes les économies Occidentales. Mais on cherche en vain qui, aux Etats-Unis, contesterait l'abus du monopole du crédit sur l'économie ? Fascinés par la vitesse du spectacle, les "experts" ne voient pas encore la vieille supercherie mortelle des metteurs en scène du Crédit ; ils supposent

LE DÉCLIN AMÉRICAIN

équivalents le crédit bancaire visible et le crédit réel mal analysé ; ils confondent les gains économiques avec les profits bourgeois. Le mythe du progrès-bonheur et du profit-roi leur est si naturel qu'il faudrait un renversement foudroyant des "valeurs" nationales pour qu'ils dénoncent le chantage des banques.

Comme le dicte F. BERGSTEN dans son article, ils vont accepter ce chantage et payer leur dette aux maîtres du crédit, aggravant ainsi leur déclin économique ; mais ils vont faire payer en partie ce déclin à leurs alliés européens. A nous.

Il est donc stratégique d'apprécier les risques d'entraînement que leur système bancaire en difficulté pourrait imposer à l'économie des douze. C'est par les banques allemandes que la pression risque de s'exercer sur nous.

Il faut ne s'intégrer à l'eurofinance que de façon révisable et réversible. Il faut préparer des tactiques de défense contre les investisseurs étrangers et contre la spéculation chez nous. Ne nous endormons pas, comme les Britanniques au milieu du siècle, dans de stériles débats politiques :

— Oui, le monopole capitaliste bancaire menace notre économie encore trop dépendante de l'extérieur.

— Oui également, nous ne survivrons que si nous innovons par l'évaluation prospective de la valeur-profit des productions, mesure potentielle du crédit, vérifiée par l'épreuve du marché réel. Cela n'implique pas une tyrannie du profit bancaire à n'importe quelle condition. Au contraire.

A nous aussi d'éloigner le monstre en ne le laissant plus entrer chez nous, et en regardant enfin, avec la rigueur critique véritable qui fait défaut à nos Barre et Bérégovoy réunis jusqu'à présent, nos circuits de production et d'échanges, ce que le progrès informatique permet plus facilement chaque jour.

La France peut redevenir pionnière en ces matières grâce à son originalité sociale, à son goût inné de liberté et de terroir, à ses richesses intrinsèques et à l'énergie de ses générations montantes.

Seule cette rigueur là nous sauvera.

* *
*

DU NOUVEAU

Pour aider notre propagande, vous pouvez maintenant proposer à vos amis, voisins, collègues, de nous consulter sur minitel

36-15
code ALAB

LA GRANDE RELEVÉ

La dénomination à la fois économique, financière, politique et militaire des États-Unis sur le monde aura duré trente ans. Leur splendeur n'est plus ce qu'elle était et les relations mondiales se sont transformées : l'hégémonie d'une seule grande puissance, bien qu'elle soit encore le pays le plus riche de la terre, fait place à un monde multipolaire. Et il n'y a pas de retour en arrière possible.

C'est le constat que font deux spécialistes de l'économie industrielle : un Français, B. Bellon, et un Canadien, J. Niorsi, dans un livre intitulé "l'industrie américaine fin de siècle" (1).

Le style de ces deux universitaires n'est pas du tout celui qu'emploient trop souvent bien des économistes pour impressionner... ou pour cacher dans le brouillard leur manque de profondeur. Ici, l'analyse est méthodique, rigoureuse, elle s'appuie sur une très riche documentation. Et si on avance une thèse, on présente aussi l'antithèse, ses auteurs, leurs références, leurs arguments et la raison pour laquelle ou les réfute.

Le déclin américain est d'abord économique : ils ont perdu le leadership de l'innovation dans de très nombreux secteurs de l'industrie. Ils ne sont plus les premiers producteurs mondiaux d'automobiles, d'acier, de bateaux, de machines-outils, de robots industriels, d'appareils électro-ménagers, etc... Ils ont été remplacés à la fois en volume et en qualité, ici par le Japon, là par l'Europe. Et les données actuelles montrent les mêmes tendances en matière d'électronique, d'industrie aéronautique et dans les télécommunications.

Le déficit de la balance commerciale des États-Unis (175 milliards de dollars en 1986) reflète bien ce déclin : la valeur des exportations manufacturières de la RFA et du Japon dépasse largement celle des États-Unis, ou près du quart des produits manufacturés vendus ont été importés.

Les entreprises américaines peuvent cependant afficher encore des profits : pour contrer leur manque de compétitivité, elles utilisent deux méthodes efficaces sinon élégantes :

d'une part elles se développent dans des pays à bas salaires, comme la Corée du Sud, Taïwan ou le Mexique, et d'autre part, elles achètent leurs composants à l'étranger et les revendent sous leur propre marque. Par exemple, les magnétoscopes vendus sous étiquette RCA sont fabriqués (y compris l'étiquette portant le nom RCA)... par Hitachi ! Mais ces astuces n'auront qu'un temps, car lorsqu'ils se sont ainsi familiarisés avec le marché américain, les fabricants de Corée du Sud, comme ceux du Japon, mettent sur pied leur propre réseau de distribution, à leur nom ! C'est ainsi, expliquent nos auteurs, que "l'intérêt des États-Unis ne se confond plus avec celui des multinationales américaines". On assiste à une arrivée massive de firmes multinationales européennes, japonaises ou canadiennes sur le sol des États-Unis. Les multinationales japonaises de l'automobile, par exemple, produisent un million de voitures par an aux États-Unis, important une proportion très élevée de la valeur ajoutée des produits finis.

S'agit-il d'une réorientation de l'économie américaine qui s'ouvrirait, par contre, vers des activités dites "post-industrielles", celles du commerce, de la banque, des services de l'informatique ? Nos auteurs démontrent que ces activités là sont non pas renforcées par le déclin industriel, mais au contraire affaiblies. Ils donnent trois raisons :

1 - chaque concurrent industriel utilise les services (banques, assurances, ingénierie, transports) qui lui sont liés : la preuve, les actifs des banques japonaises à l'étranger dépassent depuis 1985 ceux des banques américaines.

2 - Les services ont une productivité et offrent des salaires plus faibles que l'industrie manufacturière ; le niveau de vie des Américains s'en ressent (2).

3 - Ces activités de services s'exportent moins facilement que des produits manufacturés.

L'analyse du déclin américain est à deux dimensions : la réduction de la part des États-Unis dans l'industrie mondiale (de 50 % entre 1945 et 1955

à 21% en 1980), malgré leurs mesures protectionnistes (analysées sous toutes leurs formes) et la façon dont les profondes mutations observées aux États-Unis touchent les autres régions du monde capitaliste, qui réagissent devant l'escalade des lois protectionnistes américaines.

La multipolarisation de la structure du monde capitaliste à plusieurs dimensions, telles la rapidité du vieillissement de toutes les industries, l'évolution des institutions qui encadrent les transactions commerciales, financières, monétaires, internatio-

nomie, dans le passé, mais on constate qu'il n'en est plus de même et qu'aujourd'hui ceci est un facteur majeur du déclin de l'industrie civile des États-Unis. En particulier, la décision américaine de lancer le projet de "guerre des étoiles" est pour nos auteurs le cas le plus récent où l'industrie militaire, privilégiée par rapport à l'industrie civile, présente des retombées incertaines sur l'industrie civile, par comparaison aux moyens mis en œuvre (3). Rien que pour cette partie, le livre mériterait d'être lu par tous!

plusieurs dizaines de milliers de personnes, des centaines de cabinets d'avocats... Chaque firme a ainsi son représentant à Washington, prêt à agir avant qu'une loi soit votée. Le résultat est que l'État distribue des milliards, sous la forme de mille décisions distinctes, non coordonnées, au profit de telle ou telle composante de l'industrie, pas forcément la plus utile ni la plus performante, la plus innovatrice ou la plus compétitive. Il s'en suit un énorme gâchis de moyens, totalement inadapté à la rapidité de l'évolution des technologies. L'absence de planification est telle que l'horizon normal d'une entreprise est de trois mois...

LES SALARIÉS DANS L'AMÉRIQUE DE REAGAN

"On constate aujourd'hui que sur les 9 millions d'emplois créés de 1980 à 1986, les deux tiers ont des emplois précaires, dans les services, correspondant à un niveau familial proche du seuil de pauvreté". (extrait d'une étude publiée aux Presses Universitaires de Nancy sous la direction de C. Collomp, M. Debouzy et S. Le Bars).

Cette étude démontre que les emplois sont de plus en plus déqualifiés, y compris dans le tertiaire et que cette dégradation de l'emploi s'accompagne d'une régression de la protection sociale; la mise en œuvre du droit au travail et en particulier du droit syndical étant contracarrée par la résistance d'un patronat sans complexe et le mauvais fonctionnement de

l'organisme officiel (National Labor Relation Board) chargé de veiller au respect de ces droits.

(Analyse de L. Legoff dans *Le Monde Diplomatique*)

* *
*

D'autre part, le rapport Bluestone-Harrison cite des chiffres éloquentes: aux États-Unis, de 1979 à 1984, le nombre de salariés qui percevaient un salaire égal ou supérieur au salaire moyen a diminué de 1,8 million, tandis que le nombre de salariés qui gagnaient moins que ce salaire moyen augmentait de 9,9 millions.

(Rapport cité dans *Le Monde* du 28.8.87)

L'État fixe, en principe, les règles du jeu. Le système antitrust, aujourd'hui centenaire, garantissait le bon fonctionnement du marché. Sans avoir jamais empêché l'existence de confortables situations protégées de toute concurrence, (l'acier par exemple, ou récemment encore, l'automobile), le système anti-trust est aujourd'hui complètement débordé par les dérèglementations. La libéralisation a, par exemple, totalement éliminé l'interdiction qui était faite aux banques d'ouvrir des succursales dans d'autres États que le leur. Il est vrai que les plus grandes banques du pays avaient déjà trouvé comment ne pas appliquer la loi...

Un livre édifiant, sérieux, mais facile à lire, et qui aide à démolir bien des idées reçues. Telle celle-ci par exemple: l'équilibre budgétaire est toujours présenté comme une règle de bonne conduite et les États-Unis comme un modèle en la matière. En réalité, le déficit budgétaire y est de règle! Sur les 51 exercices budgétaires pour lesquels une information comptable complète existe, entre 1933 et 1986, 42 ont été déficitaires!

Un livre qui remet les choses en place et qui constitue une mine d'arguments solides aux distributistes à qui on voudrait opposer "l'exemple américain"!

Marie-Louise DUBOIN

nales et la vitesse de diffusion des nouvelles technologies. Mais elle ne fait pas l'objet de ce livre.

Abordant la réduction considérable des écarts entre l'ensemble des pays industrialisés et les NPI (nouveaux pays industrialisés), Bellon et Niosi choisissent de centrer leur étude sur les États-Unis et non sur leurs partenaires, mettant l'accent sur les forces internes, les mécanismes nationaux américains qui sont à l'origine de leur dynamisme ou de leur sclérose. Ils sont ainsi amenés à considérer l'impact de la politique militaire des États-Unis sur leur compétitivité. Le désir de maintenir l'hégémonie militaire des États-Unis sur le globe a eu, certes, des effets positifs sur leur éco-

Mais son intérêt réside aussi dans une multitude de données et d'informations diverses sur l'évolution de l'économie américaine et de ses performances, qui ne sont pas du tout à l'image que nous en présentent les tenants du libéralisme. On y voit entre autres, les méfaits de l'absence d'une véritable politique économique à l'échelle nationale. L'industrie américaine reçoit une grande variété de soutiens de la part de l'État Fédéral; mais cette aide ne correspond à aucun plan d'ensemble, les décisions d'intervention étant prises, en effet, sous la pression de lobbies; "le lobbying...", reconnu comme une forme légitime et légale de gouvernement", est devenu une industrie qui emploie

(1) publié au *Seuil* en octobre prochain.

(2) voir encadré ci-contre.

(3) cette démonstration pourrait s'appliquer parfaitement à l'exemple de l'URSS. Mais tel n'est pas le sujet du livre.

MANIFESTE DU 18 JUIN

La Lio-co-fa nous a fait parvenir le texte d'un manifeste qui sera diffusé à 10.000 exemplaires. Il y est dit en substance qu'il est intolérable que des millions de personnes dans le monde souffrent de pénurie alimentaire alors que les moyens techniques, fruit du travail des siècles passés et de nos chercheurs, permettraient de donner à tous de quoi satisfaire leurs besoins élémentaires. Que cette situation ne peut pas être améliorée par la seule solidarité ou l'action d'associations caritatives. Qu'une révolution économique et monétaire est indispensable, mais qu'aucun homme politique ne l'entreprendra s'il n'existe pas un courant favorable.

Estimant que le monde associatif, par la gratuité de ses animateurs, représente une force économique qui pèsera lourd dans la dernière décennie de ce siècle, les signataires appellent toutes les associations pour collaborer à la création d'un mouvement d'opinion et qui se devra d'illustrer ses intentions en élaborant un projet reposant sur la conviction que la gratuité peut faire échec au pouvoir pernicieux de l'argent.

Seront étudiées les propositions concrètes suivantes :

- création d'un franc vert pour répartir les excédents agricoles,
- création d'une monnaie de consommation non thésaurisable,
- création de structures communautaires de production.

Chiffres

Dépenses militaires. Le monde entier y a consacré, en moyenne, 10,3 millions de francs **PAR MINUTE**, en 1987.

Recherche. En 1988, les États-Unis consacreront à la recherche sur le SIDA onze fois moins d'argent que pour la recherche pour "la guerre des étoiles".

(Source : Forum du Développement, mai-juin 88)

Énergies douces

D'ici à 1991 une usine de panneaux solaires photovoltaïques au silicium amorphe sera construite à Munich par une société franco-allemande (Total et Messerschmitt) financée par participations nationales et de la Communauté.

Enfants à vendre

Petite annonce parue dans le quotidien de Beyrouth "Al-Bahar".

— "A vendre, huit enfants. Moi, Ahmed Badr Ta Washéh du village de Kibbeh, offre de vendre huit enfants en bas âge pour le coût de leur transport hors du Liban, ainsi que les choses essentielles à la vie".

Deux couples occidentaux sans enfants seraient prêts à payer 23 000 F par enfant aux "courtiers".

(Source : Forum du Développement, mai-juin 88)

RASSUREZ-VOUS !

Les écologistes belges de la revue "TAM-TAM" ont eu entre les mains un document confidentiel destiné aux seuls gouvernements des États membres de l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique... Edifiant! Rapports sur des vérifications de sécurité non faites, installations inaccessibles, caméras de surveillance en panne... à cause de la radioactivité, notes sur des matières fissibles expédiées... mais dont la réception par l'État destinataire n'a jamais été faite (8 kg de plutonium, 25 kg d'uranium enrichi, 10.000 kg d'uranium naturel auraient ainsi disparu...). En vertu de quoi le Directeur des Garanties de non-prolifération d'Euratom a conclu devant la commission d'enquête du Parlement Européen que "... le contrôle est tellement efficace que des infractions au traité de non-prolifération pourraient être détectées avec un degré de certitude très élevé"! Tam-Tam ajoute pourtant: "En page 40, l'on parle des stratégies de diversion utilisées par certains États pour "rouler" les inspecteurs. Assemblages combustibles factices. Emprunts au moment du contrôle, à d'autres installations, de matières stratégiques afin de compléter des stocks partiellement dégarnis. Distorsion délibérée de données informatiques ou d'enregistrements...".

(D'après TAM-TAM n° 158)

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à retourner à la "Grande Relève")

Nom :
Prénom :
Adresse :
vous fait parvenir par chèque (postal, bancaire) ou mandat la somme de Francs
pour abonnement (s) à la "Grande Relève"

LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET
(C.C.P. 13402.39 M Paris)

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

Martini : 40 F ; Roty-Colard : 60 F ; Bossé : 150 F ; Oostenbroek : 50 F ; J. Barbier : 28 F ; F. Gauthier : 25 F ; C. Garnault : 285 F ; R. Rio : 20 F ; Mme Lahens : 300 F ; Melle Lemesnager : 500 F ; D. Sarrat : 60 F ; L. Perrard : 100 F ; R. Doury-Peray : 100 F.

TOTAL : 1 718 F.
MERCI A TOUS

RAISONNONS CALMEMENT...

par Jean MARCHAND

Que demande un homme normal ?

Tout d'abord de pouvoir se nourrir suffisamment en quantité et en qualité.

Ensuite de pouvoir se vêtir et pouvoir se loger décentement, avec une petite préférence pour une maison individuelle, avec un équipement intérieur correspondant aux derniers progrès de la technique : cuisine moderne, télévision, téléphone, chauffage central, etc...

Puis il demande un moyen de transport, car la vie moderne nécessite des déplacements.

Il demande également de pouvoir se distraire par des loisirs variés.

Il demande enfin de pouvoir se cultiver, s'améliorer intellectuellement et moralement, et d'être utile à son prochain.

De toute façon l'homme normal ne demande pas la lune.

1 - Peut-on produire les biens et les services nécessaires à la satisfaction de tous ces besoins, pour tous les hommes ?

Pour produire, il faut de la matière première, de l'énergie extra-humaine, des machines, de l'outillage et des technologies conçues par le cerveau humain.

La matière première et l'énergie extra-humaine nous sont données par la nature en quantités considérables.

Le progrès technique est tel qu'il n'y a pratiquement plus d'impossibilité de produire en grandes quantités ce dont l'homme a besoin, grâce à la machine automatique commandée par ordinateur.

2 - Cette production abondante est-elle possible dans le système économique et financier actuel, basé sur l'argent-valeur et sur la circulation monétaire ?

NON, car **seule la rareté peut conduire à un profit.**

L'abondance tue le profit, et conduit à la faillite des producteurs, donc au chômage.

Cela est vrai à l'heure actuelle pour certains produits alimentaires tels

que le lait et la viande de porc et pour certains produits industriels tels que les calculateurs électroniques.

C'est pourquoi l'Etat fait tout son possible pour raréfier les produits abondants.

MAIS CONTINUONS A RAISONNER CALMEMENT :

3 - Que se passerait-il si une guerre était déclarée à un ennemi héréditaire ? L'expérience d'un passé récent nous le montre :

Il devient impossible de fabriquer en quantités considérables tous les biens nécessaires pour essayer de gagner la guerre : fusils, obus, canons, chars, avions, et j'en passe, et sans que cela conduise à la faillite des producteurs.

Remarquons en passant que tous les obus envoyés à l'ennemi héréditaire le sont gratuitement et sans facture!!!

Mieux, après une mobilisation générale, il n'y a plus de chômeurs ; tous les individus en bonne santé sont, soit mobilisés comme soldats, soit pour produire dans les usines.

4 - Ainsi donc, qu'on le veuille ou non il y a deux systèmes économiques et financiers possibles.

Essayons de le comprendre en étudiant la monnaie utilisée dans les deux cas.

Nous appellerons "Économie de profit" le système économique et financier actuel pour bien montrer que le but essentiel des producteurs est de **faire un profit.**

Dans ce système la monnaie fiduciaire (les billets) est une **monnaie-valeur, circulante et anonyme**, dont l'émission est indépendante de la production. En effet cette monnaie est une monnaie-valeur car elle peut être prêtée avec intérêt comme toute chose ayant de la valeur. De plus elle peut circuler de mains en mains et cela indéfiniment.

Cette monnaie, en circulant, suit un "cycle monétaire".

La durée de ce cycle est, à l'heure actuelle, de l'ordre de 4 mois, c'est-à-dire que dans l'année le billet de 100 F peut servir 3 fois pour acheter.

Il permet donc de faire passer à la consommation des produits pour une valeur globale de 300 F. Si la vitesse de circulation de la monnaie change, le pouvoir d'achat de cette monnaie change également par unité de temps bien sûr. On voit donc que ce pouvoir d'achat est variable.

Nous appellerons "Économie de besoin" le système économique et financier utilisé en temps de guerre, pour bien montrer que le but essentiel des producteurs est de satisfaire le besoin des hommes (malheureusement en temps de guerre, ce sont des besoins de guerre, mais on peut remarquer qu'il est aussi facile de fabriquer un obus de 150 grammes qu'une pompe à bicyclette de même masse. **C'est une question d'orientation de la production.**)

Dans ce système la **monnaie est comptable, non circulante, nominale** et dépend de la production.

En effet le Général en chef des armées **demande** la fabrication de ce qui lui est nécessaire pour gagner la guerre. L'intendance se charge d'obtenir ces biens en quantités aussi grandes que possible et tout est contrôlé par une monnaie comptable : bons de toutes sortes émis par les demandeurs et les producteurs.

Cette monnaie comptable ne circule pas, elle s'annule à la livraison de la marchandise ; c'est une monnaie fongible et souvent nominale. De plus cette monnaie n'est émise que lorsque la production est assurée.

5 - Production et pouvoir d'achat sont dissociés. La production est libérée de la vente ; on produit au maximum suivant les besoins des hommes, de l'énergie extra-humaine et des matières premières dont on peut disposer.

Les prix des produits fabriqués sont alors chiffrés, non plus d'après le temps passé à les produire, mais d'après la loi de l'offre et de la demande ; demande correspondant aux **besoins réels** des consommateurs.

On **distribue** alors, équitablement, à l'ensemble des consommateurs un pouvoir d'achat égal à l'ensemble des prix de vente précédemment définis.

C'est le principe même de l'Économie de besoin.

6 - Cette constatation précédente nous permet de faire une synthèse simple de la société.

La société est composée d'un certain nombre d'ensembles au sens des mathématiques :

— Tout d'abord les entreprises dont le rôle est de produire les biens et les services nécessaires aux membres de la société.

— Ensuite les groupes de consommateurs de cette production ; ce sont les personnes physiques (familles) et les personnes morales (communes, département, éducation nationale, armée, etc...).

On remarque facilement que ces ensembles sont régis intérieurement par l'économie de besoin, et que les échanges entre ces ensembles sont régis par l'économie de profit.

7 - L'économie de profit est une économie complexe, tellement complexe d'ailleurs que personne ne peut en déterminer les lois exactes ; ce qui fait que personne n'est capable de supprimer le chômage, l'inflation, la misère, l'injustice sociale.

Un système simple et rationnel comme l'économie de besoin devrait permettre de résoudre tous ces problèmes très rapidement exactement comme un mécanicien automobile répare une voiture dans un minimum de temps.

Que dirait un client s'il lui fallait attendre plusieurs années pour voir sa voiture réparée !!!

8 - Il vient alors à l'esprit une idée simple : pourquoi ne pas adopter entre les groupes de la société l'économie de besoin adoptée dans la famille ?

Par leur travail, un ou plusieurs membres de la famille, ceux qui sont en état de travailler, assurent un certain pouvoir d'achat par unité de temps (un mois par exemple).

Ce pouvoir d'achat permet d'obtenir des produits et des services.

Le chef de famille réserve tout d'abord une partie de ce pouvoir d'achat pour payer les services rendus à l'ensemble : eau, gaz, électricité, impôts, etc... L'autre partie permet d'acheter tout ce dont les membres ont besoin : nourriture, habillement, livres, etc... et la répartition entre tous se fait suivant une règle simple : "A chacun selon ses besoins".

9 - Essayons donc de généraliser ces notions simples en les appliquant à l'ensemble de la société.

Tout d'abord, comme dans la famille, il faut qu'il y ait une **communication** parfaite entre tous les membres de la société. Ce qui permet de connaître tous les avis et désirs de chacun, et ainsi de dialoguer constamment. Ceci est fort possible avec le téléphone, le minitel, la radio, la télévision et les journaux.

Tout individu en état de travailler manuellement ou intellectuellement, peu ou prou, doit assurer un **travail social** pendant un certain nombre d'années.

Ce travail social permet de produire au maximum les biens et les services nécessaires à l'ensemble des membres de la société. Comme il y a dissociation entre travail et revenu la production est libérée de la vente, donc de la rentabilité financière. On peut lui imposer un certain nombre de conditions :

Elle doit utiliser, pour chaque produit fabriqué, le minimum de matière première et d'énergie extra-humaine, surtout si elles ne sont pas renouvelables ; elle doit chercher la meilleure qualité possible du produit, et elle doit créer dans des conditions écologiques optimales, les nuisances devant disparaître.

Les biens et les services créés pendant une unité de temps seront affectés d'un prix dépendant de l'offre et de la demande, c'est-à-dire du rapport entre la production et les **besoins réels** des consommateurs, besoins faciles à connaître avec les moyens actuels. L'ensemble de ces prix détermine donc le pouvoir d'achat global des consommateurs pendant cette unité de temps.

Ce pouvoir d'achat global est alors réparti équitablement entre tous les consommateurs, personnes physiques et personnes morales, selon les besoins de chaque groupe et ce sous forme d'un **revenu social**.

En ce qui concerne les personnes physiques, le revenu social est versé de la naissance à la mort.

Enfin le pouvoir d'achat de chacun est utilisé sous forme d'une monnaie comptable, qui est une **monnaie de consommation**, nominale, fongible au premier achat donc non circulante.

La monnaie chèque actuelle est le type même de cette monnaie de consommation.

10 - Enfin une dernière question : pourquoi ces idées toutes simples sont-elles méconnues du grand public ?

D'abord à l'école on ne parle que du système actuel, que l'on fait croire unique et même d'essence divine !!!, tout comme la loi sur la pesanteur. De sorte que les adultes n'ayant jamais entendu parler de l'économie de besoin en classe n'ont aucune idée de son existence, sauf par accident très rare.

De plus ceux qui dirigent l'économie de profit ont des privilèges parfois énormes, ce qui fait qu'ils préfèrent les garder plutôt que de se risquer dans une aventure moins avantageuse peut être pour eux.

De sorte que les médias qui sont à la disposition de ces privilégiés n'en parlent pas non plus ; ils ont d'ailleurs peur que cela leur enlève des lecteurs.

Ensuite il semblerait qu'il y ait une intoxication par l'argent, comme il y a une intoxication par l'alcool ou la drogue.

Depuis tout jeune on fait croire à l'enfant que pour avoir une sucette il faut une pièce de 1 franc et l'enfant confondant cause et effet croit que sans l'argent il ne peut y avoir de sucette, alors que c'est l'inverse : s'il n'y avait pas de sucette, même un billet de 100 francs ne pourrait l'obtenir.

Car il faut comprendre qu'un lingôt d'or dans une île déserte où il n'y a rien à vendre ne peut servir que de... marteau !!!

11 - Terminons par une note optimiste, et un espoir pour une société meilleure.

Toute porte à croire que l'Économie de besoin est inéluctable et que l'on s'y dirige irrémédiablement.

Tout d'abord les règles de l'Économie libérale s'appliquent de moins en moins globalement, malgré l'effort de nos dirigeants.

Depuis longtemps, il y a dissociation entre travail et revenu dans bien des domaines.

Toutes les allocations accordées par le gouvernement le sont sans compensation d'un travail ; les allocations familiales ne dépendent que des enfants à charge et non du travail fourni par le chef de famille. Les subventions et autres subsides donnés

CHÔMAGE

par PINOCHE

aux associations, aux entreprises, aux agriculteurs ne dépendent pas d'un travail fourni.

De plus on n'admet plus que l'on puisse mourir de faim, malgré des cas encore inhumains où des gens sont sans ressources. On cherche de plus en plus à assurer à chacun un minimum vital ; c'est un début de **revenu social**.

De même la monnaie fiduciaire fait place de plus en plus à la monnaie chèque, c'est la monnaie de consommation en germe.

Il faut bien espérer qu'un de ces jours un gouvernement ayant un peu d'humanité et de bon sens comprendra que le système financier actuel a vécu et que, si l'on ne veut pas aller vers un chaos généralisé il faut instaurer l'Économie de besoin.

De toute façon le système actuel a forcément une limite puisque le robot va remplacer l'homme de plus en plus ; la limite est simple : c'est la société avec ses usines sans ouvriers, donc une société uniquement composée de chômeurs.

Il est certain que le système va éclater avant cette limite ; quand ?

A l'heure actuelle il y a environ 9 travailleurs actifs pour 1 chômeur ; bientôt il y en aura 8, puis 7, puis 6 puis... 1 ouvrier, toujours pour 1 chômeur.

On ne peut rien dire de précis, mais l'éclatement du système se fera lors d'une de ces étapes intermédiaires.

Enfin il faut quand même admettre que le système économique et financier actuel date pratiquement de Louix XIV ; tout de cette époque a disparu de notre environnement : plus de chevaux, ni de carrosse, mais des automobiles et des avions ; plus de bouche à oreilles, mais le téléphone, la radio, la télévision ; plus de planche à laver mais des machines ; on ne s'éclaire plus avec des bougies, etc... en un mot on a uniquement conservé ce vieux système qui régissait toutes ces choses disparues. Il est logique qu'il disparaisse lui aussi pour faire place à un système nouveau, rationnel.

* *

*

"Quand les machines auront triomphé que fera-t-on des bras croisés ?"

Chateaubriand

Chômeur : ouvrier des années 30 remplacé à son travail par machine électrique.

Jusqu'en 1939, le chômage malgré la course aux armements et les grands travaux ne cesse d'augmenter :

— 1939-1945 : 6 années de guerre.

— 1945-1975 : les 30 glorieuses, 30 années passées à reconstruire la France - le chômage a disparu.

— 1975 : Réapparition du chômage.

— 1988 : 4 millions de "sans emploi".

Il ne faut plus dorénavant parler de chômeurs car tout le monde **"maquille les bremes"**. Il faut parler des SANS EMPLOI — pour cela il faut compter : les chômeurs de l'ANPE,

plus : les chômeurs en fin de droits,
plus : ceux qui ne sont plus inscrits au chômage,

plus : ceux qui n'ont jamais été inscrits,

plus : les pré-retraités,

plus : les TUCS,

plus : les jeunes remis dans les écoles, etc., etc.

Les chômeurs actuels ne sont plus seulement des ouvriers mais aussi des employés, des cadres, des ingénieurs, des techniciens, des docteurs, des architectes et même des P.D.G.

Pendant que ce nombre augmente tous les jours et cela malgré tous les changements de dirigeants politiques, dans le même temps des scientifiques créent de nouvelles machines, de nouveaux robots, de nouvelles puces...

On s'aperçoit que la seule solution passée pour résorber le chômage c'était la guerre. On peut affirmer que la bombe atomique nous a préservés d'une 3^e guerre mondiale car aucun dirigeant ne peut être assuré de "mourir dans son lit" **s'il appuie sur le bouton rouge**.

Le dossier prioritaire de 63 % des Français **"LE CHÔMAGE"**.

Écoutons les propos anxieux de responsables à l'échelon national (1).

M. Chaban Delmas... les raisons d'agir en politique — cette action doit

être d'abord humaine, l'objectif de la politique c'est ça : les êtres, en commençant **par les plus démunis** et tout le reste, c'est-à-dire l'économie vient pour fournir les moyens de cette politique humaine.

Laurent Fabius : sur 10 personnes qui viennent dans mon bureau, 8 viennent demander un emploi. Le chômage, c'est une angoisse terrible pour moi. L'objectif n° 1 c'est, dans ce monde qui est en train de se transformer, de faire en sorte qu'il n'y ait pas autant de **laissés pour compte** ou encore plus de laissés pour compte qu'il n'y en a aujourd'hui.

J. Daniel (Nouvel Obs.) : à propos du chômage, je passe pratiquement 1 heure par jour sur 5 jours ouvrables à recevoir des enfants d'amis ou d'amis d'amis **bourrés de diplômes** et anxieux d'une situation.

Bruno Deletre — major à l'ENA : je suis originaire de Valenciennes, un chômage épouvantable — c'est vraiment un problème que tous les gens se posent — c'est un problème crucial.

UNE QUESTION PERTINENTE

Jean d'Ormesson : Est-ce que la modernisation n'est pas quelque chose qui risque d'entraîner le chômage.

ENFIN UNE VRAIE RÉPONSE

Laurent Fabius : Lorsqu'on modifie des techniques, lorsqu'un emploi est produit avec 15 personnes, ce qui autrefois nécessitait 50 personnes :

On crée immédiatement le chômage mais si on ne modernise pas on en crée encore plus **et c'est la mort !**

Jacques Delors : En Europe, il y a actuellement 17 millions de chômeurs, **il n'y en aura plus que 12 en 95.**

Sa propre contradiction : un formidable défi technologique : actuellement 150.000 producteurs de lait en France, il suffira de 50.000 dans 10 ans pour produire la même quantité de lait (ça fait 100.000 chômeurs de plus — où va-t-il chercher 5 millions de chômeurs en moins (2).

Une deuxième solution de Jacques Delors pour résorber le chômage : "Il faut inciter les personnes de plus de 60 ans à rester au travail".

Jacques Delors OPTIMISTE :
"Les Américains ont créé 12 millions d'emplois en 5 ans".

Réponse : En 1985, les Japonais ont racheté des industries américaines en difficulté pour un total de 19 milliards de \$ et en outre en 85 et 86 ont construit — acquis ou pris des participations — dans 435 firmes industrielles américaines employant de l'ordre de 100.000 personnes.

Donc injection de capitaux et de management japonais aux USA : "**Une des sources de la restructuration de l'industrie américaine**". Le programme japonais, en ce qui concerne pour exemple l'industrie automobile, a prévu la fabrication des États-Unis en 1985 de 250.000 voitures des marques : Honda - Toyota - Nissan - Mazda - Mitsubishi - en 1987, 800.000 voitures et en 1990 : 2 millions de voitures. Suivant J.C. Derian : "**Une bataille de l'automatisation de la production est engagée et c'est dans cette voie que se jouera l'avenir à long terme de la haute technologie américaine...**".

Jacques Delors : "Les Japonais sont au plein emploi"

Réponse : 06.07.87 - A2 - retransmission du Japon : Un speaker japonais : Devant l'effondrement des exportations, devant la montée du chômage - 7 %, les Japonais...

Que faut-il déduire de tout cela ?

— l'anxiété des dirigeants devant la montée du chômage,

— le chômage est produit par la science,

— les arguments de Jacques Delors sont si contradictoires qu'on ne peut les prendre au sérieux.

Quelle politique faut-il suivre ? Faisons un bref retour en arrière :

— 1975 : réapparition du chômage.

— 1975-1982 : V.G. D'Estaing - Président de la République, Barre et Chirac - premiers ministres.

Résultats 1981 : 1.700.000 chômeurs.

— 1981 : Campagne électorale.

Mitterrand : avec moi, la France ne comptera pas 2 millions de chômeurs, **je m'y engage**. Grâce au plan que j'ai développé, je serai en mesure de faire recruter sur les plans publics et privés 1 million — **vous m'entendez** — 1 million de jeunes dans l'année... Grâce aux 35 heures de travail heb-

domadaire, nous créons 950.000 emplois.

— 1981-1986 : Le PS au pouvoir avec une majorité absolue.

Résultats 1986 : 3 millions de chômeurs.

— 1986-1988 : Mitterrand toujours président. Chirac : premier ministre.

Résultats 1988 : 3 millions 500.000 chômeurs. Si les chiffres des chômeurs semblent exagérés alors remplacez le mot "chômeur" par le mot "sans emploi".

Que faut-il en conclure ? Qu'aucune politique, qu'aucun politicien ne sont capables d'apporter des solutions au problème du chômage...

Quand Juquin, Lajoinie et Barre parlent plein emploi : **ILS PARLENT VAPEUR !**

Quand nos députés votent une loi pour détruire l'abondance : **ILS PENSENT VAPEUR !**

Quand les électeurs se mobilisent pour un Président de gauche ou un Président de droite : **ILS VOTENT VAPEUR !**

Monsieur Mitterrand a déjà régné 7 ans dont 5 avec la majorité absolue du PS. Résultat un échec lamentable avec le chômage et la misère : ça c'est la **génération VAPEUR**.

Le même Monsieur Mitterrand peut en appuyant sur un bouton faire disparaître une partie de la planète et des centaines de millions d'êtres humains : ça c'est la **génération ATOMIQUE**.

On peut voir que, si dans génération "VAPEUR" est classé le plein emploi, un mot nouveau apparaît dans génération "ATOMIQUE" le temps libre.

TEMPS LIBRE : Durée de vie d'un individu pendant laquelle on n'a pas besoin de son travail dans le cycle "producteur" pour produire de plus en plus.

TEMPS LIBRE en 1988 : 4 millions de sans emploi.

— plus 5 à 6 semaines de congés payés chez les producteurs,

— plus 3 mois de congés dans les Enseignements primaire et secondaire,

— plus 100 % du temps des retraités.

On peut conclure que le problème du chômage ne peut être résolu que dans le contexte actuel. **MIEUX** dans moins de 20 années, un homme sur deux travaillera 24 heures par semaine.

CONCLUSION

— Alors que notre pays connaît une énorme richesse agricole, alors que la production croît et pourrait croître encore davantage avec de moins en moins de producteurs, allons-nous, les uns après les autres devenir : **des laissés pour compte de cette société ???** et chaque individu va-t-il devenir à plus ou moins bref délai, de plus en plus misérable alors que le pays devient de plus en plus riche ? Alors dans ce cas on peut dire comme il y a deux siècles que **LA PATRIE EST EN DANGER**.

(1) Antenne 2, le 18.05.88 - Émission de J.M. Cavada "La marche du siècle".

(2) 1931 : 8 millions de paysans dans une France en état de rareté.

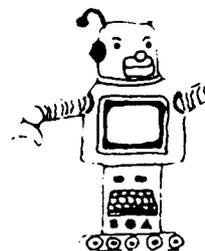
1988 : 1,7 million de paysans dans une France en état d'abondance.

*
* *

Contacts

Habitant dans le département de la Manche, j'ai l'intention d'essayer en qualité de sympathisante, de faire lire la Grande Relève aux socialistes du coin et d'en discuter avec eux. Y-a-t-il des abonnés par chez moi qui voudraient se mettre rapport avec moi ? Cela me rajeunirait!

H.N., Valcauville



Dans notre XX^e siècle, un homme ne trouve du travail que s'il peut en enrichir un autre. Cet autre le congédiera dès qu'il pourra le remplacer par une machine.

J. DUBOIN

("Les yeux ouverts")

résumé de nos thèses

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme. Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en pri-

ver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une

minorité : austérité, hausse des prix, stagnation économique étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques Duboin a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE AU DOS)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails de thèses élaborées par Jacques DUBOIN, au long d'une vingtaine d'ouvrages aujourd'hui épuisés mais dont une réimpression est commencée. Un numéro spécial de « La Grande Relève » publié en octobre 1978 et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal,